

L'Euro : bilan et perspective

Bernhard Steiner

l'Europe est en crise et sans cesse il est question de la fin de l'Euro, l'unité monétaire européenne.

Pourtant est-ce réellement l'Euro qui faiblit ? Dix ans après l'introduction de la monnaie européenne, un inventaire.

La crise de l'Euro est devenu un thème persistant, qui polarise les opinions comme aucun autre et remet en question la cohésion de l'Europe. L'introduction de l'Euro était-elle une bévue ? Même si aujourd'hui en Allemagne beaucoup de citoyens répondraient « oui », il existe une série de raisons de s'en tenir fermement à l'Euro, même pour l'avenir. Beaucoup parle en sa faveur en disant que la cause originelle du problème ne repose pas directement en lui, mais qu'il s'agit bien plus d'une crise fondamentale de notre ordre monétaire, ce qui se laisse aisément décrypter au fait que l'avenir de la monnaie d'échange — le Dollar US — est également remis en question.

Lorsque, voici à peu près douze ans, l'Euro fut introduit, je saluai favorablement l'événement, dans une contribution parue dans *Das Goetheanum* n°1-2/2002 avec le titre : « *L'Euro — un pas vers la séparation de l'État et de l'économie* », et pour cela je me réfèrai à deux choses. Premièrement, avec l'institution de la Banque Centrale Européenne (BCE) la gestion de la monnaie se détachait du domaine des intérêts de l'État, une exigence que posait également Rudolf Steiner : « [...] Lorsque la *Dreigliederung* est réalisée, [...] alors, par exemple, l'administration de l'État n'aura plus à reconnaître la monnaie comme moyen de paiement légal, mais cette reconnaissance reposera dans des mesures émanant des corps d'administration de l'organisation économique. » (1) Et comme autre mesure positive en direction de la *Dreigliederung*, je mentionnai que la spéculation avec des devises au sein de l'union monétaire devient impossible et je me réfèrai alors à Rudolf Steiner, qui avait signalé que l'argent, au sein de l'organisme social tri-membré, devait perdre peu à peu son caractère de marchandise. (2)

Si maintenant, dix ans après, on tire un bilan, force est de constater objectivement que tout a empiré : nous entendons chaque jour dans les informations comment les États nationaux trafiquent sordidement au sein de la BCE, et comment il n'y est pas question d'orientation du bien commun de tous les États participants à l'espace européen, mais surtout et avant tout des intérêts des banques d'affaires. Certains économistes trouvent maintenant à redire aussi qu'un État économiquement faible (par exemple la Grèce) ne peut plus dévaluer. C'est cependant là un argument qui pense toujours et encore dans les anciennes catégories étatiques. On constate aussi qu'avec l'extension du commerce des produits dérivés (3), la spéculation n'a pas été tenue à l'écart, mais elle a particulièrement et fortement augmenté. Il est évident qu'après l'introduction de l'Euro des intérêts nationaux se présentent massivement et celui qui veut spéculer, peut le faire comme auparavant.

Dans les « *Points essentiels de la question sociale* », Rudolf Steiner a précisé ce qu'il attendait des « corps administratifs de l'organisation économique », censés prendre la relève de l'État sur la question monétaire : « Car l'argent, dans un organisme social sain, ne peut être rien d'autre qu'un mandatement de denrées, qui sont produites par d'autres et dont on peut pour cette raison se fournir à partir du domaine général de la vie économique, parce qu'on a cédé les denrées produites par soi-même dans ce domaine. » (4)

On en est aujourd'hui à cent lieues : même la multiplication de l'argent par l'argent n'a pas été mise de côté, mais au contraire elle a crû dans une mesure effrayante. Aujourd'hui, de fait, au moyen d'adroites transactions financières, on peut faire venir des denrées d'une région étrangère, sans aucune contre-partie ; les produits dérivés jouent un grand rôle dans ce processus et en particulier ceux souvent cités dans les médias des *Credit Default Swaps (CDS)* (Crédits de carence du troc). Ces CDS sont des assurances commerciales sur des valeurs étrangères comparables à une assurance

incendie sur la maison du voisin. Si j'encaisse une prime lorsque la maison du voisin brûle, j'ai d'autant moins d'intérêt, à participer moi-même à l'extinction de l'incendie ; je peux même être tenté d'y mettre le feu. Les emprunts d'État de la Grèce (et pour rester sur l'exemple) sont assurés par ces CDS. On peut donc se représenter qu'il y a des milieux qui n'attendent que la faillite du pays, pour faire leur caisse. Cela rend bien sûr difficile un agissement rationnel des hommes politiques, qui doivent avoir en vue le bien commun, vers l'extérieur pour le moins. Ainsi s'explique la raison pour laquelle les plus récentes mesures de sauvetage durent être prises sur une base volontaire pour le désendettement de la Grèce, puisque autrement le sinistre eût lieu, ce qui aurait conduit au paiement de grosses sommes d'argent.

Lorsque nous prenons en considération ces évolutions sur les marchés financiers, il est visible qu'avec l'introduction de l'Euro, une maladie qui était en prédisposition dans le système n'a fait que se révéler enfin authentiquement. En vérité, nous n'avons pas une crise de l'Euro ou de dettes, mais une crise du système, qui remet en cause fondamentalement le système d'intérêt sur l'intérêt. Dans *Das Goetheanum* on a souvent mentionné que l'argent « vieillit » aussi et qu'il doit toujours approcher sa mort. L'argent doit perdre de sa valeur sur la durée (au moyen d'intérêts négatifs), ce par quoi des intérêts positifs ne sont justifiés que lorsqu'on investit avec lui, d'une manière sensée, pour améliorer la production. C'est justement parce que des intérêts négatifs font défaut, que l'argent peut croître à la manière d'un cancer.

Nous avons une crise de l'Euro dans la mesure où, à présent, les divers domaines monétaires mettent sur le dos d'un coupable [*den Schwarzen Peter*] l'argent non provisionné, et dans ce jeu-ci cela va mal pour l'Europe. Tandis que la banque d'émission américaine, et aussi la britannique et la japonaise, peut mettre en circulation de l'argent sans restriction, la BCE, conformément à l'article 123 et à l'article 125 du Traité de Lisbonne, a les mains liées sur ce point de vue. L'article 123 lui interdit de venir en aide aux corps et organisations de droit public. L'article 125 renferme la clause du « *no bail out* » [de non renflouement, *ndt*] de si mauvaise réputation, qui empêche qu'un État en aide un autre. La BCE n'est donc pas autorisée à faire ce pourquoi les banques d'émission ont été créées : mettre de l'argent à disposition, avec lequel peut être financé le déficit budgétaire ou les dettes, ou bien des dettes regroupées. Au lieu de cela, la BCE accorde son argent à 1% d'intérêt aux banques d'affaires (aux USA, le *Federal Reserve System* ne le fait qu'à 0,25%), lesquelles ensuite le prêtent aux États avec un intérêt bien plus élevé — une sorte de multiplication de l'argent, qui, manifestement, privilégie certains milieux et peut pousser les États dans la pauvreté.

L'argument, avec lequel on défend ces deux articles du Traité de Lisbonne, à savoir qu'il s'agit d'empêcher la pression pécuniaire illimitée de l'État, n'a qu'une validité très limitée. Car la création de crédit par les banques d'affaires n'agit effectivement pas moins de façon inflationniste ! L'Europe est plutôt sur le point de faire une erreur gigantesque, elle s'est elle-même enchaînée et a ouvert le flanc dans lequel peuvent s'engouffrer à présent les spéculateurs. Nous nous trouvons déjà maintenant dans une guerre monétaire, dans laquelle les USA, qui possèdent le Dollar, et donc la monnaie directrice, ont intérêt à affaiblir l'Euro, en définitive, parce que leur propre monnaie est en crise.

D'une manière qui ne manque pas de piquant, cette guerre monétaire est précisément conduite avec l'aide de ces argents que les États correspondants ont mis à la disposition des banques et des *Hedgfonds*, suite à la crise immobilière de 2008, pour sauver le système. Les pertes causées alors par l'économie financière, par des crédits véreux et des spéculations, furent reprises par l'État et déchargés sur ceux qui payent l'impôt. Dans cette mesure la crise actuelle est donc le prolongement de la crise immobilière. D'autres crises suivront si le système monétaire ne change pas et si les politiciens ne renoncent pas à leur esclavage au capital.

Les processus mentionnés ici se reflètent aussi dans les chiffres très récemment publiés par la Banque des Règlements Internationaux (BIR), domiciliée à Bâle. (5) Les dérivés du commerce

hors-bourse « *Over-the-counter* » (OTC) se montaient à la fin de juin 2011 à 708 mille milliards de Dollar-US (en chiffres : \$ 708 000 000 000 000). Les CDS en forment une part et sont difficiles à estimer avec exactitude (la rapport parle de 1,3 mille milliard). Vis-à-vis de ces sommes le plan de sauvetage du Mécanisme de Stabilisation Financière (MSFE) et le Mécanisme de Stabilité (SME) de l'Europe peuvent peu.

Actuellement les événements deviennent critiques : les États se voient confronter à des coûts de refinancements croissants et ont des accès rendus difficiles aux moyens financiers. Que les politiciens soient poussés par le marché, c'est de plus en plus manifeste. Mais ils devront prendre position un jour, acculés qu'ils sont. L'État doit dicter les règles du jeu à l'économie, pas l'inverse. Le législateur doit veiller pour cela à ce que la partie spirituelle de l'économie, les corps administratifs, qui s'occupent de la gestion de l'argent (ou bien ce que Rudolf Steiner appelait « associations », reçoivent un espace de liberté pour organiser également ce domaine. C'est seulement de cette façon que nous pouvons introduire une évolution dans ce que, comme l'écrit Steiner : « [...] l'argent, dans un organisme social sain, ne [peut] être rien d'autre qu'un mandat à des denrées, qui sont créées par d'autres et que l'on peut, pour cette raison, faire venir de l'ensemble du domaine de l'économie, parce qu'on s'est défait des denrées qu'on a soi-même produites. » (6) l'Euro, à proprement parler, pensé pour un échange sain de denrées et de services a donc devant lui encore un long chemin, s'il survit à la crise actuelle.

Das Goetheanum n°1-2/2012

(Traduction Daniel Kmiecik)

Notes :

(1) Rudolf Steiner : *Les points essentiels de la question sociale*, **GA 23**, chapitre : « Capitalisme et idées sociales ».

(2) Ainsi Rudolf Steiner dans la réponse aux questions du 9.8.1920, dans : *Idées sociales — Réalité sociale — Pratique sociale*, **GA 337b**.

(3) Dérivés, du latin (= dérivé » est un concept général pour des instruments financiers, dont les prix dépendent de nouveau d'autres valeurs comme les matières premières, actions, intérêts ou aussi la vraisemblance d'une banqueroute d'État.

(4) Voir la note 1.

(5) www.bis.org/publ/otc_hy1111.pdf

(6) Voir la note 1.